

STRASBOURG

Les travailleurs sociaux réclament plus de moyens



Près de la moitié des travailleurs sociaux de l'AEMO (67) ont manifesté, vendredi matin, devant la CEA. Photo DNA/L. RÉA

Une trentaine de personnels de l'Action éducative à domicile et du Service d'action éducative en milieu ouvert, soit près de la moitié des 78 salariés du Service AED-AEMO 67, ont manifesté vendredi 1^{er} juillet devant la Communauté européenne d'Alsace pour une meilleure reconnaissance de leurs métiers. Une délégation de ces personnels, employés par l'ARSEA (Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation), a été reçue par un représentant de la CEA en charge de la protection de l'enfance. La collectivité finance le prix d'une journée d'AEMO, fixée à 7,04 euros par enfant, alors qu'au niveau national, « le prix habituel est compris entre 8 et 20 euros par jour », indique un représentant du collectif « Rejoignez l'AEMO en lutte ».

Les manifestants réclament une revalorisation salariale : « Le sala-

ire d'un travailleur social est proche du Smic en début de carrière et le point d'indice a augmenté de 12 % depuis 2000 ». Une revalorisation du prix de journée d'AEMO permettrait également de renforcer les moyens en personnel et de faire baisser le nombre d'enfants accompagnés par éducateur. Chacun des 65 travailleurs sociaux se voit confier 30 enfants en moyenne. « Nous revendiquons un suivi maximum de 25 à 27 enfants, alors que les situations sont de plus en plus difficiles à gérer. Faute de places, une centaine d'enfants, sur les 2 000 que nous suivons à domicile, sont dans l'attente d'un placement dans des familles d'accueil, foyers... ». Les travailleurs sociaux souhaitent enfin être mieux accompagnés : « Le risque d'isolement est réel, nous n'avons que deux psychologues ».

J.-F. C.

SAINT-LOUIS

Les urgences fermées treize jours en juillet

Le service d'accueil des urgences de Saint-Louis sera temporairement fermé treize jours au mois de juillet, annonce ce vendredi dans un communiqué le Groupe hospitalier de la région de Mulhouse et Sud Alsace (GHRMSA), soit du mardi 5 juillet à 8 h 30 au jeudi 7 à 8 h 30, ainsi que du mardi 12 à 8 h 30 au mardi 19 à 8 h 30 et du dimanche 24 à 8 h 30 au jeudi 28 à 8 h 30.

Cette décision « s'impose du fait de l'absence de médecin urgentiste », précise la direction du GHRMSA. Entre 25 et 30 % des postes d'urgentistes sont actuellement vacants dans la région comme à l'échelle nationale à cause du manque de professionnels.

Pour tenir compte des délais de prise en charge, les derniers patients seront admis sur place une heure avant la fermeture. En cas

d'urgence médicale, il est recommandé d'appeler le Samu, en composant le 15, qui orientera les patients vers les services adaptés.

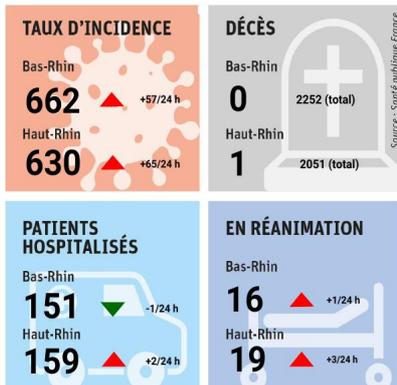
Régulièrement fermé pour 24 ou 48 heures au cours des derniers mois (les 19 juin, 23 mai, 20 et 21 décembre, 15 novembre), le service des Trois Frontières est pour la première fois contraint de fermer temporairement sur d'aussi longues périodes, dans un contexte particulièrement tendu dans les hôpitaux en raison de la pénurie de personnels.

Cinquante patients par jour en moyenne sont pris en charge aux urgences à Saint-Louis. Ils seront amenés à se reporter vers les autres sites d'urgences du GHRMSA, notamment celui d'Altkirch, qui ne fonctionne plus qu'en journée depuis le mois de décembre.

C.F.

CORONAVIRUS

Les chiffres de ce vendredi en Alsace



COLLÈGES

Fuite des sujets au brevet : pas de plan B pour les bilingues

Alors que la fuite d'énoncés sur les réseaux sociaux fait débat, le protocole ne prévoit pas de sujets de secours en langue régionale. Ce qui ne veut pas dire que les candidats des sections bilingues ont été avantagés, nuance-t-on en Alsace.

Suite à la fuite sur les réseaux sociaux des énoncés de sciences et d'histoire-géographie du brevet des collèges, des sujets dits de secours avaient été prévus. Sauf pour les 1554 candidats des sections bilingues de l'académie de Strasbourg qui ont planché, ce vendredi matin, sur les exercices d'histoire-géographie initiaux, traduits en allemand.

« Quand nous l'avons su, nous avons eu un sentiment d'injustice, a rapidement réagi une représentante des parents d'élèves du collège des Trois-Pays à Hégenheim, dans le Haut-Rhin. Ce n'est pas normal, pas équitable, car certains élèves avaient déjà connaissance du sujet qui avait fuité. »

Même dans ce cas, ils n'ont pas forcément été avantagés, nuance une enseignante d'his-



Les sujets initiaux en allemand ont été ouverts comme prévu. Photo archives L'Alsace

toire-géographie. Ainsi, alors que le sujet B, très court, portait sur la France dans les guerres mondiales, l'énoncé conservé dans la voie bilingue prévoyait une rédaction sur un thème généralement traité en fin d'année, l'aménagement des territoires ultramarins.

En outre, les élèves ont eu à lire un long texte d'une page sur le droit de vote des femmes que « tous n'ont pas compris ». Et si de petits malins en avaient

peut-être profité pour découvrir l'énoncé en français, voire réflexions, d'autres, observe encore l'enseignante, avaient de toute façon écarté le sujet massivement dévoilé.

De fait, précise le rectorat de Strasbourg, « le protocole de secours ne prévoit pas de traduction en langue régionale ou en braille pour les sujets B en histoire-géographie [la science n'étant pas une épreuve passée

en langue régionale]. »

« Une attention portée à d'éventuels écarts de notes »

À ceux qui s'inquiètent des résultats, l'académie rappelle d'emblée : « Que le protocole de secours ait été actionné ou non, ces copies [rédigées en langue régionale, à partir d'un sujet en langue régionale], centralisées dans un/des lot(s) dédié(s), font l'objet d'une correction particulière par des correcteurs qui pratiquent les langues régionales. Une attention sera donc portée sur l'identification d'éventuels écarts de notes par rapport aux lots de secours. »

Catherine CHENCINER, avec Sébastien SPITALERI

Les résultats des examens de l'Éducation nationale paraîtront cette année uniquement sur notre site internet, selon le calendrier suivant :

- bac 1^{er} groupe, le 5 juillet, à partir de 10 h ;
- bac 2^e groupe, le 8, à partir de 14 h ;
- brevet des collèges, le 8, à partir de 16 h.

ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Alcatel-Lucent Entreprise sous un nouveau toit



Moussa Zaghdoud, responsable du département cloud d'ALE, a présenté au ministre délégué Franck Riester (à gauche) le nouvel outil de visioconférence développé et commercialisé par ALE. Photo DNA/Jean-Christophe DORN

Le spécialiste des systèmes de communication pour les entreprises, présent en Alsace depuis plus de cent ans, a inauguré vendredi ses nouveaux locaux situés dans le parc d'innovation d'Illkirch-Graffenstaden.

Avec 400 salariés, dont 50 alternants et stagiaires, l'établissement bas-rhinois d'Alcatel-Lucent Entreprise (ALE) est, par le nombre d'emplois, le plus grand des trois sites que compte en France cette société spécialisée dans les systèmes de communication pour les entreprises (*). À côté du département recherche et développement, dont relève plus de la moitié des effectifs, on y trouve également les départements finances, ressources humaines et logistique.

Après plus de trois décennies passées sur l'emblématique site de la route du Docteur-Schweitzer à Illkirch-Graffenstaden, l'établissement a choisi de s'installer dans le Parc d'innovation voisin. Le déménagement vers ce pôle, qui réunit dans un cadre de verdure des établissements d'enseignement supérieur scientifique et des entreprises technologiques, a eu lieu en décembre dernier.

« Volonté d'ouverture vers l'extérieur »

« Dans l'ancien site, nous étions isolés géographiquement. Notre nouvelle adresse nous permet de répondre à nos nouveaux besoins et à notre volonté d'ouverture vers l'extérieur », a expliqué Nico-

las Brunel, président d'ALE, qui a inauguré les nouveaux locaux vendredi en présence de Franck Riester, ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité, de Pia Imbs, la présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, et de plusieurs parlementaires alsaciens.

Baptisé « campus connect », certifié « Haute qualité environnementale-bâtiment durable », le nouvel ensemble immobilier que loue ALE pour neuf ans a été dessiné par l'architecte parisien Orash Montazami et construit par le promoteur toulousain GA Smart Building, qui compte une quinzaine d'autres réalisations dans le parc d'innovation. Propriété de Groupama, il comprend deux bâtiments de deux étages (6 750 m²), reliés par un pavillon d'accueil (200 m²) surmonté d'une terrasse.

Les labos et les plateaux, où

se côtoient bureaux, espaces collaboratifs et espaces de convivialité, sont éclairés par de grandes baies vitrées. L'investissement immobilier qui se monte à 21 millions d'euros comprend également un restaurant interentreprises (550 m²) de 300 couverts.

Le cloud, nouvel axe de développement

Les dirigeants d'ALE ont profité de l'inauguration pour présenter à leurs invités les dernières solutions développées par les personnels de l'établissement, comme ces terminaux téléphoniques filaires équipés d'écrans vidéo et cet outil de visioconférence destiné à concurrencer les géants du secteur comme Zoom et Teams. « À côté de nos piliers habituels, l'infrastructure des réseaux et les systèmes de télécommunications, nous investissons désormais dans un

troisième pilier, les services basés dans le cloud », a notamment souligné Dany Jennevé, le directeur de l'établissement illkirchois.

La cérémonie a également servi de cadre à la signature par les dirigeants d'ALE d'un partenariat avec Kyndryl, société de services informatiques issue d'IBM, et à la signature du pacte pour une économie locale durable que promeut l'Eurométropole de Strasbourg.

X. T.

(*) ALE est l'ancienne branche de télécommunication d'entreprise du groupe Alcatel-Lucent. Elle est l'héritière de la société Télec fondée en 1919 à Strasbourg. Rachetée en 2014 par le fonds d'investissement chinois Huaxin, elle emploie 2 100 salariés dans le monde dont 900 en France. Son siège social est implanté à Colombes (Hauts-de-Seine).